ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 1883

Texte de la question

M. le president. La parole est a M. Georges Hage.
M. Georges Hage. En l'absence de M. le ministre des affaires etangeres, ma question s'adresse a M. le ministre delegue aux affaires europeennes.
Si l'Etat palestinien ne voyait le jour, l'histoire reculerait. Seul un Etat palestinien est capable de garantir la securite d'Israel. Nous approuvons cette position francaise reaffirmee hier avec eclat par le President de la Republique. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste, du groupe du Rassemblement pour la Republique et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) Elle a encore ete developpee, il y a quelques heures, devant le Conseil legislatif palestinien.
De Jerusalem a Ramallah, de la Knesseth a Gaza, de la Maison d'Orient au consulat de France, une delegation parlementaire communiste - j'en etais - a pu mesurer le danger et l'inhumanite de la situation qui regne sur cette terre de revelation et d'universalite. (Murmures sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique.) L'urgence d'y porter remede ne saurait dependre des aleas de la politique interieure americaine.
Les voix entendues dans leur diversite a la Knesseth, comme les propos de Yasser Arafat qui nous recut a Gaza, soulignent l'importance du role que peut jouer la France et, sous son impulsion, l'Europe, dans la relance de l'application des accords d'Oslo.
L'Europe ne peut se contenter du role de bailleur de fonds. Un projet de resolution depose au Parlement europeen envisage d'ailleurs de suspendre la ratification d'un certain nombre d'accords commerciaux favorables a Israel qui lui furent consentis a l'occasion de ces accords.
Monsieur le ministre delegue aux affaires europeennes, comment la France entend-elle obtenir des partenaires europeens un engagement plus decisif en faveur du respect des accords signes et du processus de paix ? Il y va, pour le moins, de l'interet vital des peuples palestinien et israelien. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe Republique et Liberte.)
M. le president. La parole est a M. le ministre delegue aux affaires europeennes.
M. Michel Barnier, ministre delegue aux affaires europeennes. Oui, monsieur Hage, l'Europe paie, elle paie meme beaucoup: l'Union europeenne est actuellement le premier contributeur pour soutenir le processus de paix et pour aider l'autorite palestinienne. Ne regrettons pas, ne regrettez pas cet effort. Puisque vous etes alle a Gaza, avec d'autres deputes, vous avez pu voir, comme moi, a quel point les frustrations et la misere nourrissent la violence, l'extremisme, puis, un jour, le terrorisme. Ne regrettons pas les efforts financiers.
En revanche, il est indeniable qu'ils ne suffisent pas, comme il ne suffit pas que nous preservions, avec toutes les parties - je dis bien toutes les parties -, nos relations d'amitie et de cooperation. Il faut aller plus loin et repondre, avec l'Union europeenne, a la demande d'engagement et de solidarite politique qui s'exprime dans cette region. En effet, le processus de paix et l'autorite palestinienne ont besoin de l'engagement politique de l'Union europeenne.
Telle est d'ailleurs la signification de la presence du president de la Republique dans cette region et le sens des discours qu'il a prononces il y a quelques jours a Haifa et, ce matin, a Ramallah. Il milite ainsi pour la paix, pour la securite d'Israel, pour la creation d'un Etat palestinien, pour le reglement definitif du statut de Jerusalem et de la situation des territoires palestiniens. Voila ce qu'a demande, avec toute son autorite, le President de la

Republique, non seulement au nom de la France, mais aussi comme le messager de paix de l'Europe.
Je vous remercie beaucoup, monsieur Hage, de l'appui que vous avez apporte a l'action du chef de l'Etat. En effet il est essentiel, compte tenu de ce qui se passe dans cette region, que chacun sache bien, entende bien que l'ensemble de la representation nationale francaise, dans sa diversite, soutient l'action et le message du President de la Republique. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique, du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et sur quelques bancs du groupe communiste.)

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Georges Hage.
M. Georges Hage. En l'absence de M. le ministre des affaires etangeres, ma question s'adresse a M. le ministre delegue aux affaires europeennes.
Si l'Etat palestinien ne voyait le jour, l'histoire reculerait. Seul un Etat palestinien est capable de garantir la securite d'Israel. Nous approuvons cette position francaise reaffirmee hier avec eclat par le President de la Republique. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste, du groupe du Rassemblement pour la Republique et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) Elle a encore ete developpee, il y a quelques heures, devant le Conseil legislatif palestinien.
De Jerusalem a Ramallah, de la Knesseth a Gaza, de la Maison d'Orient au consulat de France, une delegation parlementaire communiste - j'en etais - a pu mesurer le danger et l'inhumanite de la situation qui regne sur cette terre de revelation et d'universalite. (Murmures sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique.) L'urgence d'y porter remede ne saurait dependre des aleas de la politique interieure americaine.
Les voix entendues dans leur diversite a la Knesseth, comme les propos de Yasser Arafat qui nous recut a Gaza, soulignent l'importance du role que peut jouer la France et, sous son impulsion, l'Europe, dans la relance de l'application des accords d'Oslo.
L'Europe ne peut se contenter du role de bailleur de fonds. Un projet de resolution depose au Parlement europeen envisage d'ailleurs de suspendre la ratification d'un certain nombre d'accords commerciaux favorables a Israel qui lui furent consentis a l'occasion de ces accords.
Monsieur le ministre delegue aux affaires europeennes, comment la France entend-elle obtenir des partenaires europeens un engagement plus decisif en faveur du respect des accords signes et du processus de paix ? Il y va, pour le moins, de l'interet vital des peuples palestinien et israelien. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe Republique et Liberte.)
M. le president. La parole est a M. le ministre delegue aux affaires europeennes.
M. Michel Barnier, ministre delegue aux affaires europeennes. Oui, monsieur Hage, l'Europe paie, elle paie meme beaucoup: l'Union europeenne est actuellement le premier contributeur pour soutenir le processus de paix et pour aider l'autorite palestinienne. Ne regrettons pas, ne regrettez pas cet effort. Puisque vous etes alle a Gaza, avec d'autres deputes, vous avez pu voir, comme moi, a quel point les frustrations et la misere nourrissent la violence, l'extremisme, puis, un jour, le terrorisme. Ne regrettons pas les efforts financiers.
En revanche, il est indeniable qu'ils ne suffisent pas, comme il ne suffit pas que nous preservions, avec toutes les parties - je dis bien toutes les parties -, nos relations d'amitie et de cooperation. Il faut aller plus loin et repondre, avec l'Union europeenne, a la demande d'engagement et de solidarite politique qui s'exprime dans cette region. En effet, le processus de paix et l'autorite palestinienne ont besoin de l'engagement politique de l'Union europeenne.
Telle est d'ailleurs la signification de la presence du president de la Republique dans cette region et le sens des discours qu'il a prononces il y a quelques jours a Haifa et, ce matin, a Ramallah. Il milite ainsi pour la paix, pour la securite d'Israel, pour la creation d'un Etat palestinien, pour le reglement definitif du statut de Jerusalem et de la situation des territoires palestiniens. Voila ce qu'a demande, avec toute son autorite, le President de la Republique, non seulement au nom de la France, mais aussi comme le messager de paix de l'Europe.
Je vous remercie beaucoup, monsieur Hage, de l'appui que vous avez apporte a l'action du chef de l'Etat. En effet il est essentiel, compte tenu de ce qui se passe dans cette region, que chacun sache bien, entende bien que l'ensemble de la representation nationale francaise, dans sa diversite, soutient l'action et le message du President de la Republique. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique,

du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et sur quelques bancs du groupe communiste.)

Données clés

Auteur : M. Hage Georges
Circonscription : - COM
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1883
Rubrique : Politique exterieure
Ministère interrogé : affaires européennes
Ministère attributaire : affaires européennes

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 24 octobre 1996, page 5853
Réponse publiée le : 24 octobre 1996, page 5853
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 octobre 1996